

Le ministère de l'Ecologie en voie d'extinction ?

LA PREUVE que, désormais, « *priorité est donnée à l'action écologique* », c'est que, l'an prochain, le budget du ministère de la Transition écologique va augmenter, selon Elisabeth Borne, de 831 millions d'euros. Soit 2,6 % en plus. Beau geste, sauf que personne ne sait vraiment si ces sommes supplémentaires serviront la transition écologique (« Libération », 4/11). Pire : en même temps, le gouvernement prévoit d'y supprimer 1 073 emplois – d'après le projet de loi de finances 2020 publié le 27 septembre...

Vent debout, les syndicats du ministère notent que, « *depuis cinq ans au moins* », le ministère écolo subit des réductions d'effectifs. Francis Combrouze, de la CGT : « *Nos services deviennent exsangues.* » Et de prédire, à ce rythme, l'« *extinction* » du ministère. On n'y est pas encore, mais les syndicats (CGT, FO, CFDT et SNE-FSU) ont calculé que, d'ici à la fin du quinquennat, 4 961 postes supplémentaires seront supprimés, soit 5 % des agents de l'Etat et des établissements publics dépendant du ministère.

« *L'écologie, ce n'est pas un service public mais une politique publique, se défend Bercy. Ce qui compte, ce n'est pas tant le niveau d'emploi que le budget* » (« Le Monde », 13/9).

Les syndicats du ministère, qui multiplient les actions depuis le printemps (manifestation, débrayage, rassemblement festif, *die-in*, pétition, etc.) et qui pourraient appeler à une nouvelle journée de mobilisation le 5 décembre, y voient, quant à eux, « *un "verdissement" libéral* » : « *L'expertise technique, la connaissance*

et les données sont autant de marchés qui intéressent le privé. » Et d'ajouter que « *la sous-traitance et le recours croissant à des contrats précaires deviennent la réponse aux problèmes d'effectifs* ».

D'un côté Météo-France vient d'acquérir un « *supercalculateur* » pour 144 millions d'euros, de l'autre on va lui supprimer près de 500 emplois dans les trois prochaines années, disent les syndicats. Le climatocéptique Trump, font-ils remarquer, « *en supprime "seulement" 250 à l'agence météo US* ». Les six agences de l'eau, quant à elles, en perdront 200. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 75.

Le futur Office français pour la biodiversité (OFB), qui naîtra le 1^{er} janvier de la fusion entre l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,

sera amputé d'au moins 60 postes d'ici à trois ans. N'en jetez plus ! Conséquence, parmi d'autres, de ces coupes claires : un 11^e parc national, de 240 000 ha, vient d'être créé, à cheval entre la Champagne et la Bourgogne, alors que les effectifs des parcs nationaux, rattachés à l'OFB, resteront constants l'année prochaine. Il se gèrera tout seul ?

Dans une circulaire adressée l'an dernier à ses ministres et aux préfets de région, Edouard Philippe clamait que le rôle de l'Etat devait être réaffirmé, notamment en articulant ses missions relatives à l'environnement avec celles des collectivités et des opérateurs « *de manière plus efficiente* ». C'est bien connu : plus on vire les gens, plus on est « *efficient* »...

Professeur Canardeau

Bris de verts